

Séminaire Régional sur les Fourrages et l'Alimentation des Ruminants
I.R.Z. / I.E.M.V.T. - N'Gaoundéré (Cameroun) - 16-20 novembre 1987

(Etudes et synthèses de l'I.E.M.V.T. n°30 : 49 - 68)

UN ESSAI DE GESTION DE L'ESPACE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
LES ZONES D'ACTION AGROPASTORALES (Z.A.G.R.O.P.)
POSSIBILITES ET CONTRAINTES

A. Kota-Guinza*
A. Le Masson**

* Directeur Général de l'Elevage et des Industries animales,
Directeur PNDE (Zootechnicien) BP. 1509 - Bangui - RCA

** Chef de Département animation mutualiste à la FNEC-PNDE
(agropastoraliste IEMVT/CIRAD) BP. 1509 - Bangui - RCA

UN ESSAI DE GESTION DE L'ESPACE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
 LES ZONES D'ACTION AGRO-PASTORALES (ZAGROP)
 POSSIBILITES ET CONTRAINTES

A. Kota-Guinza et A. Le Masson

Projet National de développement de l'Elevage (PNDE)-BP 1509
 Bangui - République Centrafricaine

RESUME

Dans un milieu où l'espace est largement disponible pour l'élevage et où la productivité primaire des pâturages est élevée, les auteurs constatent que globalement le milieu se dégrade rapidement (évolution défavorable de la composition floristique et envahissement par les ligneux) et que les grands éleveurs Mbororo sont en perpétuelles migrations (75 p.100 des éleveurs ne séjournent pas plus de 7 ans au même campement de saison des pluies).

Les conséquences de cet état de fait sont que ce système dégradant d'utilisation de l'espace se transporte d'un point à l'autre de la République et que ces migrations rendent très difficile tout programme de vulgarisation.

Le diagnostic des causes, basé sur des enquêtes et un suivi permanent, a porté sur les trois pôles, Territoire, Troupeau, Eleveur et leurs interfaces, pour aboutir aux constatations suivantes :

- l'éleveur ne maîtrise pas le foncier et le territoire est à usage multiple (élevage, agriculture, chasse) ;

- mise en défens des pâturages (repos) et feux tardifs n'existent pas ;

- les éleveurs dispersés et en "transit" ne sont pas structurés sur le plan socio-économique avec deux conséquences :

- . ils ne constituent pas de réels interlocuteurs dans la gestion de l'espace ;
- . ils ne sont pas assez structurés pour organiser les "services" (approvisionnement en intrants, bien de consommation, commercialisation...) qui pourraient les inciter à se fixer en un lieu ainsi rendu attractif.

Une stratégie a été développée et des actions ont été menées pour instaurer de nouvelles conditions :

- Les zones d'action agro-pastorales (ZAGROP) : pour créer un cadre institutionnel favorable à la résolution du problème foncier, l'Etat a pris une ordonnance instituant ces ZAGROP qui sont :

- . des espaces fonciers bien délimités (20 000 à 60 000 hectares) hors zones agricoles et où les éleveurs disposent d'un droit d'exploitation exclusif ;
- . une structure de Comité de gestion de la ZAGROP qui regroupe les éleveurs des Groupements (GIP) résidant dans la ZAGROP pour prendre, entre éleveurs, les décisions de gestion de cet espace (parcelles à mettre en défens par exemple) et qui sert d'interlocuteur vis-à-vis de l'administration et des autres utilisateurs de cet espace (agriculteurs-chasseurs pour décision de date de mise à feu tardive des pâturages par exemple).

Plus qu'un code pastoral d'envergure nationale, les ZAGROP tentent de se rapprocher des problèmes locaux et de les résoudre cas par cas dans toutes leurs spécificités.

- Les Groupements d'Intérêts Pastoraux (GIP) : ils constituent le niveau de base dans la nécessaire structuration socio-économique des éleveurs :

- . pour en faire des portes-paroles efficaces des éleveurs au niveau local et des interlocuteurs valables dans une gestion de l'espace à négocier entre éleveurs et entre éleveurs et autres utilisateurs de l'espace ;
- . pour initier et développer, à partir de leurs cotisations qui créent un fonds de roulement, les multiples services nécessaires à la vie des éleveurs et de leurs troupeaux et qui encouragent l'attachement à une zone (préalable à sa gestion).

Après deux à trois ans d'activités, les 32 GIP actuels disposent de 200 000 F CFA à 2 millions de fonds propres par GIP pour approvisionner leurs membres en produits vétérinaires, sel pour le bétail, sous-produits, produits de première nécessité... à partir d'une Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains qui préexistait (FNEC).

La Fédération est maintenant un interlocuteur écouté au niveau national avec de multiples activités, un budget annuel de 300 millions CFA et un chiffre d'affaire de 400 millions pour la vente des produits vétérinaires, première nécessité

pour les éleveurs. Les GIP assurent le relais de cette distribution au niveau local et diversifient leurs activités, rendant de plus en plus de "services" localement aux éleveurs et assurant leur représentativité.

Les Comités de Gestion des ZAGROP se mettent en place à partir des GIP et commencent à organiser l'espace et à discipliner les éleveurs entre eux.

Les conditions globales de mise en place d'une gestion de l'espace dans les ZAGROP seront bientôt réunies et le "cahier des charges" pourra ainsi être défini avec une réelle participation des éleveurs, meilleur garant de l'acceptation et de la maîtrise de cette gestion.

Mots-clefs : ELEVAGE AGROPASTORAL ; TRANSHUMANCE ; GESTION ;
CODE PASTORAL ; FONCIER ; GROUPEMENT D'ACHAT ;
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**FARMLAND MANAGEMENT TRIAL IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:
AGROPASTORAL ACTION ZONES (ZAGROP)
POSSIBILITIES AND CONSTRAINTS**

A. Kota-Guinza et A. Le Masson

Projet National de Développement de l'Elevage (PNDE)- BP 1509
Bangui - Central African Republic

SUMMARY

It is generally believed by many scientists that where farmland is largely available and where the primary productivity of pastures is high, the environment is more rapidly degraded (progressive degradation of forage plant composition and overgrowth of ligneous species) and the great Bororo herdsmen are always on the move (75 % of them do not spend more than 7 years in one and the same rainy season encampment).

Consequently, this destructive system of land usage is found all over the Republic and extension programmes cannot be easily carried out.

The diagnosis of the causes using a series of surveys and a permanent follow-up was centred on three poles, the environment, the herd, the herdsman and the interactions between them. The following observations were made:

- the herdsman does not master the land which is used for multiple purposes (levestock breeding, agriculture, hunting);
- following of rangeland (rest period) and late season bush fires are unknown;
- the herdsmen who are dispersed and in "transit" have no socio-economic organisation, with two consequences:

- . they do not constitute valid interlocutors as far as management of the environment is concerned;

- . they are not organized enough to provide "services" (supply of consumer products, commercialization,...) which could incite them to settle in any place such activities would have rendered attractive.

A new strategy was developed and certain activities were carried out in order to create new conditions:

- Agropastoral Action Zones (ZAGROP): created in order to provide an institutional body likely to solve the land problem, which are:

. well demarcated land surface (20,000 to 60,000 hectares) situated out of farming zones, where livestock farmers have an exclusive right of exploitation;

. a network of Managing committees of the ZAGROP made up of livestock farmers of the Groupings (GIP) and living within the ZAGROP ; their role is to make along with farmers decisions on land use (plots to be followed for example), to serve as interlocutor vis-à-vis the administration authority and the other users of the land (crop farmers and hunters for decisions on dates of rangeland burning for example).

More than an elaborate national pastoral code, the ZAGROP attempt to get closer to local problems and to solve them on a case by case basis:

- the Pastoral Interest Groupings (GIP): they form the basis in the socio-economic structure of the livestock farmers:

. to render them efficient spokesmen at the local level and valid interlocutors in negotiations regarding the land use between herdsmen and the other users of the land;

. to initiate and develop, using their monetary contributions which make up a circulating capital, the multiple "Services" necessary for the life of the herdsmen and their herds and which incite the former to become attached to a given zone (precondition for management).

After two to three years of existence, the present 32 GIP possess personal funds about 200,000 to 2 million FCFA per GIP. This money enables them to supply their members with veterinary products, salt for cattle, by-products, basic goods... obtained from the National Federation of Central African Republic Livestock farmers (FNEC) created before the GIP.

The FNEC is presently a powerful interlocutor at national level with multiple activities, an annual budget of 300 million FCFA and a capital of 400 millions FCFA derived from the sale of veterinary products which are essential products for farmers.

The GIP which care of the distribution at the local level and diversify their activities, thus offering more "Services" to local herdsmen and act like farmers' spokesman.

The management committees of the ZAGROP are elected from the GIP. They have started to organize the land and keep up discipline among livestock owners.

The overall conditions required for sound land management within the ZAGROP will soon be met and a "responsibilities distribution" text will thus be defined with a real participation of livestock farmers. This is the best guarantee for the acceptance and mastering of this new form of management.

**Keywords: AGROPASTORAL LIVESTOCK FARMING; TRANSHUMANCE;
MANAGEMENT; PASTORAL CODE; LAND; PURCHASING
GROUPING; CENTRAL AFRICAN REPUBLIC**

L'expérience menée en République Centrafricaine depuis 1982 avec les éleveurs Mbororo n'est pas actuellement une expérimentation technique de gestion des pâturages mais plutôt la recherche des conditions globales de mise en place d'une gestion de l'espace pastoral.

Cette mission a été confiée, au sein du Projet National de Développement de l'Élevage (PNDE), à un Sous-Projet Agro-Pastoral (SPAP) pilote basé à Bossembélé.

1. DONNEES DE BASE SUCCINCTES

Pour une superficie de 622 000 km², la RCA compte une population de 2,8 millions d'habitants, la densité est donc très faible (4,5 habitant au km²) mais la moitié Est du pays est presque vide de population et, par Préfecture, la densité de population varie de 1 à 10 habitants au km².

Les éleveurs Mbororo et Foulbé (qui détiennent plus de 95 p.100 de l'élevage bovin) ne représentent que 6 p.100 de cette population et se répartissent en environ 20 000 familles représentant 170 000 personnes. Ces éleveurs sont installés dans les mêmes zones Ouest et Sud du pays et par Préfecture leur proportion varie de 1 à 20 p.100 de la population. Pour la zone d'étude qui a une densité de 4 habitants par km², la proportion d'éleveurs est de 15 p.100. Le cheptel centrafricain est de 2 400 000 bovins et on peut classer les Mbororo parmi les grands éleveurs, avec une moyenne de 115 bovins par famille, mais la répartition est très inégale car si 50 p.100 des éleveurs ont entre 50 et 150 bovins par famille, 10 p.100 par contre ont plus de 250 bovins par famille et possèdent ainsi le 1/4 du cheptel national.

Hormis les éleveurs Foulbé réunis en villages et quelques chefs Mbororo vivant au bord des routes, tous les autres éleveurs habitent dans des campements de 3 à 4 familles regroupant 300 à 400 bovins et dispersés dans les pâturages. Il y a une véritable pulvérisation des éleveurs en milliers de campements sans voies de communication.

Sur la zone du SPAP, 58 p.100 des éleveurs sont de purs éleveurs, les autres se sont récemment initiés à l'agriculture.

L'élevage est de type transhumant pour environ les 2/3 des éleveurs sur des distances de 10 à 150 km mais ces transhumances deviennent bien souvent des migrations.

Ainsi sur la zone d'étude, on a pu noter que la durée d'installation dans un campement de saison de pluies n'excédait pas une année pour 20 p.100 des éleveurs, 4 ans pour 50 p.100 et 7 ans pour 75 p.100.

Sur environ 43 000 000 d'hectares pâturables, les éleveurs n'utilisent actuellement que moins de 10 000 000 d'hectares, le milieu est donc loin d'être saturé et la RCA fait effectivement office de terre d'accueil (Cameroun, Tchad surtout). La production des pâturages naturels à base d'Andropogonées est élevée (5 000 à 12 000 KGMS/ha) dans la zone étudiée.

2. PROBLEMATIQUE

Dans ce contexte en principe très favorable, deux problèmes majeurs se posent et sont en partie liés :

- la technique d'élevage actuellement employée provoque des dégradations de pâturage et finit le plus souvent par entraîner le départ forcé d'éleveurs ;

- les migrations, causées par les problèmes de dégradation des pâturages mais aussi par d'autres causes (sociales, économiques...) transportent plus loin le même système d'élevage dégradant et rendent vains tous les efforts de vulgarisation par départ des interlocuteurs.

Existe-t-il un moyen de freiner, et les migrations, et la dégradation des parcours dans le contexte actuel de l'élevage traditionnel en RCA ?

3. ELEMENTS DE DIAGNOSTIC

Pour nous aider dans l'appréciation des causes profondes et de la dynamique interne des phénomènes nous avons eu recours à deux types d'approches :

- une approche par enquêtes spécialisées (enquêtes agros-tologique, sociologique, socio-économique, zootechnique et sanitaire) et ;

- une approche par le "vécu permanent" conduite par les deux responsables du SPAP depuis 1982.

Certains éléments de diagnostic sont spécifiques à la RCA, d'autres par contre, ont un champ sans doute plus étendu.

On peut essayer de caractériser le système d'élevage en se servant des trois pôles et de leurs interfaces : territoire, troupeau, éleveurs.

3.1. Interface éleveur/territoire

Le problème foncier

L'espace pastoral étant actuellement très largement excédentaire la gestion de l'espace n'est pas une préoccupation majeure pour la majorité des éleveurs. La migration est leur solution à la dégradation. L'existence de cet espace considéré comme illimité est le principal handicap à la mise en place d'une gestion. Toutefois, en zone agropastorale imbriquée où les éleveurs sont installés et ont effectué des investissements, la préservation du patrimoine et la privatisation est la solution souhaitée.

Le territoire pâturé a en fait d'autres valorisations exploitées notamment par les agriculteurs et les chasseurs - l'éleveur ne maîtrise pas le foncier.

Entre éleveurs eux-mêmes : il est difficile à un simple éleveur d'empêcher un transhumant de s'installer là où il veut.

Les mises en cultures anarchiques génératrices de conflits avec les éleveurs le forcent à se déplacer. N'étant pas garanti de rester sur place, la conservation du patrimoine ne peut être sa préoccupation majeure.

Les chasseurs allument des feux précoces mais aussi les agriculteurs (pour dégager l'accès aux champs ou ouvrir de nouvelles parcelles) et les éleveurs pour provoquer une repousse salvatrice après les pluies pour la saison sèche. Les débordements de tous ces feux font que presque l'ensemble de la savane brûle en feux précoces et qu'il n'existe pas de feux tardifs ou différés qui pourraient valablement lutter contre l'envahissement par les ligneux ; la diminution de productivité des pâturages qui en découle provoque une migration des éleveurs.

3.2. Pôle territoire et interface territoire/troupeau

La dégradation de l'espace

La conduite à la pâture est simple : utilisation en continu (sans rotation) sur plusieurs saisons des pluies ou en permanence, sans gardiennage. Il se crée des zones sur-pâturées puis dénudées autour des campements, favorables à l'implantation des ligneux et une sous-charge au fur et à

mesure qu'on s'éloigne des campements, ceci favorise le pâturage sélectif des bonnes graminées fourragères (Andropogonées) et la multiplication des moins bonnes avec envahissement progressif par le Panicum phragmitoïdes.

Celui-ci n'est pas une mauvaise graminée, mais il devient vite un refus du fait de son cycle assez rapide et de la lignification. Cet envahissement peut ne prendre que 3 à 5 ans.

A proximité du campement, il n'y a pas de secteurs mis en défens pendant une saison des pluies pour permettre aux bonnes graminées fourragères de reconstituer leurs réserves et maintenir l'équilibre avec les autres graminées.

Globalement, l'utilisation du pâturage se fait en sous-charge et l'évolution est rapidement défavorable.

De manière synthétique pour l'utilisation du territoire, on peut dire qu'il n'y a pas de mise en défens et que ceci, allié aux successions des surcharges et sous-charges, entraîne une évolution rapide et défavorable de la composition floristique et conjointement un envahissement par les ligneux, les feux tardifs n'existant pas.

L'espace étant considéré comme illimité, une zone dégradée est abandonnée en 5 à 15 ans et une migration déplace le même problème dans une nouvelle zone.

3.3. Pôle éleveur ou l'aspect social du diagnostic

Une hiérarchie traditionnelle existe (Lamido-Ardo-Eleveur) ; elle est parfois puissante mais souvent peu étendue (un Ardo est en moyenne suivi par une vingtaine de familles) et tient souvent du clientélisme, (un éleveur cherchant la protection d'un Ardo).

Cette hiérarchie traditionnelle est parfois contestée par l'Etat qui y voit un Etat dans l'Etat ou une survivance du féodalisme mais aussi souvent par les éleveurs du fait de nombreuses exactions. Cette hiérarchie sociale est un maillon d'organisation qui tôt ou tard sautera, et sautera également dans ce qu'il pouvait avoir de positif dans la gestion de l'espace. Face à cette destruction une autre restructuration devrait pouvoir conserver les rôles positifs remplis par cette hiérarchie.

La chefferie traditionnelle remplit de multiples fonctions socio-politiques (problèmes de lignages, mariages, règlement de conflits internes, jugements religieux, organisation de l'espace, représentativité des éleveurs vis à vis des autorités...) mais très rarement des fonctions économiques (approvisionnements, commercialisation...). Au niveau

local le milieu éleveur n'est pas structuré sur le plan socioéconomique, d'autres groupes sociaux maîtrisent l'amont et l'aval de la production. Ce n'est qu'avec l'émergence de l'Association Nationale des Eleveurs Centrafricains en 1973, mais surtout depuis 1980, que certaines fonctions sociales ou économiques ont été assurées par les éleveurs, seulement au niveau national. Le niveau local et régional vient seulement de se structurer pour assurer des fonctions d'approvisionnement en intrants vétérinaires par le biais des Groupements d'Intérêts Pastoraux (CIP).

Une zone est attractive et incite l'éleveur à y rester quand celui-ci y trouve les nombreux services qu'il recherche pour sa famille et son bétail : environnement social favorable, disponibilité en produits vivriers à acheter, soins de santé humaine à proximité, pâturage et eau abondants, commerçants en sel ou natron présents ainsi que marché à bétail, absence de fauves, disponibilité en produits vétérinaires. Avant une migration un éleveur évalue tous les "services" présents dans sa zone et ceux qu'il peut trouver dans une autre zone. Il fait une balance coût/bénéfice d'une migration. Les zones à nombreux "services" rendus sont assez stables car le "coût" à payer pour les quitter est élevé. C'est le cas des premières zones d'élevage où même si le pâturage se dégrade l'éleveur installé est en quelque sorte prisonnier des "services" rendus dans ces zones. Ces zones ne peuvent évidemment contenir tout le cheptel de la RCA, une bonne partie des éleveurs se trouve donc en zone inorganisée.

Dans toutes ces zones, dès qu'un facteur social (mésentente) ou technique (fauves) apparaît, le bénéfice de la migration est presque certain.

L'absence de services multiples rendus aux éleveurs dans une zone justifie la migration au moindre problème.

Dans ce cas, la gestion de l'espace est impossible, les éleveurs n'y étant pas attachés et l'espace étant disponible.

La mise en place de "services" semble donc devoir précéder la mise en place de la gestion de l'espace.

4. STRATEGIE DEVELOPPEE POUR INSTAURER DE NOUVELLES CONDITIONS

Il s'agit :

- d'acquérir une meilleure maîtrise du foncier : la zone d'action agropastorale (ZAGROP),

- de structurer les éleveurs sur le plan socio-économique en groupements d'intérêts pastoraux (GIP) pour en faire des

"interlocuteurs" et remplir les services multiples favorisant la stabilité.

4.1. Les ZAGROP

Pour des éleveurs qui auraient prouvé leur capacité à gérer des activités au sein de groupements d'éleveurs et qui seraient d'accord de mettre au point et de respecter un plan de gestion collective dans leur espace traditionnellement utilisé (cahier de charges) il a été demandé au Gouvernement d'accorder sur des espaces fonciers bien délimités (de l'ordre de 10 000 à 50 000 hectares) des droits d'exploitation exclusifs.

Le Gouvernement a résolument choisi de tenter l'expérience compte tenu du contexte actuel favorable et assuré du concours du projet pour les 5 ans à venir et au vu du travail réalisé par la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains. En septembre 1986 une ordonnance présidentielle portait institution et organisation des zones d'action agropastorale et un décret portait création de délimitation de deux ZAGROP. Le cadre de travail se trouvait ainsi tracé par l'Etat.

Ce cadre permet de régler les problèmes entre éleveurs et :

- de garantir aux éleveurs la pérennité de l'utilisation à des fins pastorales des surfaces délimitées et de pouvoir y effectuer des investissements ;

- d'instaurer une discipline consentie (mise en défens d'interfluves par exemple) entre les éleveurs regroupés en GIP et résidant dans ces limites ;

- de pouvoir interdire l'accès de parcelles en gestion aux éleveurs extérieurs à la ZAGROP (c'était un point très demandé par les éleveurs).

Par contre le problème lié aux mises en culture et aux feux allumés par les chasseurs ne peut être réglé par une interdiction mais peut par contre être rationalisé. Par une bonne concertation, les trois activités peuvent même être conservées.

L'agriculture est pratiquée par les éleveurs eux-mêmes et correspond à un passage des éleveurs vers des agro-éleveurs. D'autre part, nous avons vu que les disponibilités en vivriers à proximité était un facteur essentiel de stabilité des éleveurs. Dans la zone d'étude, de nombreux campements d'éleveurs sont devenus des campements mixtes volontaires associant quelques familles d'éleveurs à quelques familles d'agriculteurs, il y a véritablement symbiose. Donc cette

complémentarité peut être conservée et même encouragée, ces champs devant être clôturés comme c'est déjà le cas. Ce que nous voulons empêcher c'est qu'un agriculteur non lié à des éleveurs vienne installer un petit champ de 0,5 ha sur un interfluve de 1 000 ha provoquant un litige ou une sous-exploitation de ces 1 000 ha par crainte alors du litige. Cette agriculture isolée ne doit plus se faire au détriment des pâturages. L'agriculture pratiquée par les éleveurs et celle produite par les agriculteurs liée aux éleveurs et donc proportionnelle à leur nombre peut se poursuivre.

Les feux tardifs préconisés pour lutter contre l'envahissement sont actuellement inexistantes, en partie à cause de la chasse. Il doit être possible dans l'organe de concertation de la ZAGROP de négocier un report de quelques mois des feux à appliquer sur les parcelles mises en défens. Ainsi la chasse n'est pas supprimée mais simplement différée et subordonnée au calendrier élevage alors qu'actuellement c'est l'inverse.

4.2. Les GIP : donner la parole aux éleveurs organisés et remplir des "services"

Nous avons déjà signalé l'émergence de l'Association Nationale dès 1973. Cette association qui s'est transformée en Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains (FNEC) en 1986, s'est considérablement structurée et rend effectivement des services au niveau national. La fédération est actuellement capable d'approvisionner le pays en produits vétérinaires et de les ventiler chaque mois par quatre véhicules sur l'ensemble du territoire pour desservir six (6) dépôts régionaux, les groupements existants (32) et les principaux marchés hebdomadaires.

Le chiffre d'affaires de vente des produits vétérinaires est passé de 10 000 000 CFA en 1980 à 400 000 000 CFA en 1986.

A partir des budgets familiaux, on a estimé les dépenses totales des éleveurs du pays en produits vétérinaires à environ 600 millions, la satisfaction totale de toute la vente des produits vétérinaires sera donc très prochainement complètement réalisée par la FNEC c'est-à-dire par les éleveurs eux-mêmes. La FNEC assure également un rôle de représentation des éleveurs très efficace auprès des Instances Supérieures et est devenue un interlocuteur dans toutes les décisions concernant l'élevage, négocie des projets avec les bailleurs de fonds internationaux et organise la commercialisation du bétail. Elle est dotée d'un département Animation Mutualiste pour promouvoir dans tout le pays (avec trois équipes) la création de groupements d'intérêts pastoraux pour organiser maintenant le niveau local puis régional. La formation des éleveurs à l'utilisation correcte des produits vendus et au

diagnostic des maladies est également assurée par ces équipes.

Des documents pédagogiques ont été conçus pour analphabètes et des films pédagogiques sont projetés. Cinq cent éleveurs ont été formés en 6 mois et 4 000 sont prévus dans les 4 prochaines années.

Ces GIP se créent au départ par cotisation pour créer un fonds de roulement pour l'approvisionnement en produits vétérinaires. Un léger bénéfice à la vente permet d'accroître les fonds de roulement qui peuvent alors assurer une deuxième fonction, un deuxième service (par exemple achat des produits de première nécessité, produits vivriers, graines de coton, sel surtout pour le bétail).

La multiplication de services rendus par le groupement crée l'attachement à la zone du GIP et prédispose à la notion de gestion de cet espace.

Pendant les dix derniers mois de 1987, les trois équipes ont pu suivre les anciens groupements pilotes créés en 1983 et créer de nouveaux GIP, le nombre total s'élevant à 32 et leurs fonds de roulement atteignant 12 millions. La FNEC fait déjà 16 p.100 de son chiffre d'affaires avec les GIP qu'elle a secrétés.

Progressivement, le niveau local se structure et devient un interlocuteur, un porte-parole efficace des éleveurs dans son environnement local et en premier lieu dans la ZAGROP.

Les limites

Pas de prise en compte ou prise en compte trop timide de la globalité des actions à mener en faveur des éleveurs pour accroître leur stabilité :

- santé humaine,
- alphabétisation et scolarisation,
- appui à l'engagement agricole.

Une partie des services à rendre risque de manquer du fait d'une vision trop sectorielle ; on pense souvent "élevage" alors qu'il serait préférable de penser "éleveur". La FNEC peut quant à elle jouer ces rôles.

Devant les espaces ressentis comme "illimités", l'éleveur néglige le capital terre-pâturage pour adopter un système peu contraignant ; la gestion de l'espace n'est pas encore mise en place, elle est en édification mais si elle y parvient elle sera de toute manière plus contraignante que le système actuel, même si le cahier de charges est minimal.

Essayer d'imposer brutalement une gestion complexe provoqueraient la fuite des éleveurs purement et simplement.

Inversement, si une discipline minimale n'est pas atteinte, la dégradation suivra son cours habituel et le départ des éleveurs sera obligatoire 10 ans plus tard. Trop de contrainte entraînerait une fuite immédiate et pas assez de contrainte un départ à moyen terme.

L'herbe de Laos pose un réel problème, elle progresse vers l'Est en moyenne à 35 km/an et vers le Nord à 12 km/an et théoriquement l'isohyète 1 250 mm devrait marquer la limite nord au delà de laquelle elle ne peut progresser. En altitude, l'herbe au Laos a quitté les zones de 600 - 800 m pour franchir les 900 - 1 000 m.

Dans la zone d'étude la photo satellite SPOT a été prise et doit nous permettre de quantifier les surfaces déjà occupées (1 ou 2 p.100) et la progression d'une année sur l'autre.

Nous avons vu des zones autour de dipping tank être recouvertes de 500 hectares d'herbe du Laos en 4 ans, à partir de quelques pieds, le dipping tank a dû être abandonné par les éleveurs, qu'en sera-t-il dans les ZAGROP ?

Le financement de l'étude de factibilité pour la mise en place d'un centre de recherche appliquée pour le contrôle des plantes envahissantes des pâturages en RCA a été obtenu, cette recherche devrait être basée essentiellement sur l'herbe du Laos et la mise au point de méthodes de lutte biologique.

Le cahier des charges n'est pas encore "écrit" car il ne peut résulter que d'un consensus entre les interlocuteurs éleveurs et l'administration appuyée par le service technique.

La mise en défens des zones pendant au moins toute une année sera proposée sur des zones et ces propositions sont à définir d'un commun accord. Ce sera le premier essai. Le test des feux tardifs sur ces zones en défens sera le deuxième essai de gestion pour lutter contre les ligneux et créer le premier décalage de végétation. Ce test sera en fait un test d'accord éleveurs-chasseurs.

5. CONCLUSION

Certaines étapes pressenties sont déjà des réalités dans certains endroits (FNEC, GIP qui constituent l'émergence des interlocuteurs). La gestion de l'espace n'a pour l'instant que le cadre théorique. Le contenu sera le fruit d'une lente

mobilisation des énergies à tous les niveaux pour que les différents intervenants (l'administration, les éleveurs, les agriculteurs-chasseurs, les techniciens) trouvent un consensus sur l'utilisation d'un espace pastoral de façon conservatoire et si possible améliorante.

Chacun marche à sa vitesse, et il y a un véritable "monitoring" à faire. Il y a 4 ans, les techniciens étaient en avance par la réflexion, depuis 3 ans les GIP ont pris de l'assurance et depuis un an, avec l'ordonnance des ZAGROP l'Etat a pris les devants.

Les aspects humains du diagnostic deviennent fondamentaux pour la mise en oeuvre de solutions car le système d'élevage n'est qu'un sous-ensemble d'un système plus global d'utilisation et de valorisation de l'espace dans le contexte centrafricain.

Des éleveurs dispersés et en transit de quelques années ne constituent pas de réels interlocuteurs dans le nécessaire débat qui doit s'instaurer pour la résolution de leur problème.

La réussite de la Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains dans son rôle d'interlocuteur et d'acteur au niveau national et l'appui qu'elle apporte à ces GIP et ZAGROP permettent d'espérer une évolution semblable au niveau local et régional.

30

ETUDES ET SYNTHÈSES DE L'I.E.M.V.T.

ACTES DU SEMINAIRE REGIONAL
SUR

LES FOURRAGES ET L'ALIMENTATION
DES RUMINANTS

Du 16 au 20 Novembre 1987

N'GAOUNDERE (CAMEROUN)

TOME 1

1989



INSTITUT D'ELEVAGE
ET DE
MEDECINE VETERINAIRE
DES PAYS TROPICAUX
10, rue Pierre Curie

94704 MAISONS-ALFORT Cedex



M.E.S.R.E.S
INSTITUT
DE
RECHERCHES
ZOOTECNIQUES
BP 1457 YAOUNDE
Cameroun